

N° 1609.

**GRANDE-BRETAGNE
ET FRANCE**

Echange de notes confirmant l'Accord
du 18 août 1927 au sujet de l'admini-
stration des Nouvelles-Hébrides.
Paris, le 31 août et le 14 sep-
tembre 1927.

**GREAT BRITAIN
AND FRANCE**

Exchange of Notes confirming the
Agreement of August 18, 1927,
regarding the Administration of
the New Hebrides. Paris, August
31, and September 14, 1927.

N^o 1609. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, CONFIRMANT L'ACCORD DU 18 AOUT 1927 AU SUJET DE L'ADMINISTRATION DES NOUVELLES-HÉBRIDES. PARIS, LE 31 AOUT ET LE 14 SEPTEMBRE 1927.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 décembre 1927.

I.

BRITISH EMBASSY AT PARIS TO FRENCH MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

BRITISH EMBASSY.

PARIS, August 31, 1927.

The Ministry for Foreign Affairs will recollect that on the 18 August a meeting was held in Paris between representatives of the French and British Governments to discuss various matters in connection with the administration of the New Hebrides, and that as a result of this meeting an agreement* was signed, *ad referendum*, making certain recommendations to the two Governments.

2. It was recommended that the salaries of members of the Joint Court of the New Hebrides should be increased; that an additional post of "magistrat délégué" should be created; that M. Persyn should be invited to continue as native advocate; that the fines imposed under the Protocol¹ of the 6 August, 1914, should be augmented by 200 per cent.; that enquiries should be made as to whether the present clerk of the Joint Court could continue to act as registrar; that the regulations at present governing the working of the Court should remain in force pending the appointment of the "magistrat délégué"; that the restrictions on the land work of the Joint Court imposed by the Resident Commissioners' joint letter of the 2 December 1926, should be removed; and that certain steps should be taken to improve the sanitary conditions of the island.

3. His Majesty's Embassy has the honour, on instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to state that His Majesty's Government have approved the agreement referred to above. As soon as they learn that the Government of the Republic have also approved this agreement and are prepared to telegraph the requisite instructions to the French local authorities in the New Hebrides, telegraphic instructions will be sent to the British Resident Commissioner in the New Hebrides to concert with his French colleague in giving immediate effect to the agreement.

¹ Vol. X, page 333, de ce recueil.

No. 1609. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE FRENCH GOVERNMENT CONFIRMING THE AGREEMENT OF AUGUST 18, 1927, REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE NEW HEBRIDES. PARIS, AUGUST 31, AND SEPTEMBER 14, 1927.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place December 20, 1927.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

L'AMBASSADE BRITANNIQUE A PARIS AU MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

PARIS, le 31 août 1927.

Le Ministère des Affaires étrangères se rappellera, qu'en date du 18 août, a eu lieu à Paris une réunion des représentants des Gouvernements français et britannique pour discuter diverses questions relatives à l'administration des Nouvelles-Hébrides et que, comme suite à cette réunion, il a été signé un accord *ad referendum* formulant certaines recommandations adressées aux deux gouvernements.

2. Il a été recommandé de relever les traitements des membres du Tribunal mixte des Nouvelles-Hébrides ; de créer un poste supplémentaire de « magistrat délégué » ; de prier M. Persyn de conserver ses fonctions d'avocat des indigènes ; d'augmenter de 200 % le taux des amendes prévues par le Protocole² du 6 août 1914 ; de rechercher si le greffier actuel du Tribunal mixte peut continuer d'assurer les fonctions de conservateur de la propriété foncière ; de maintenir en vigueur les dispositions qui règlent actuellement le fonctionnement du tribunal jusqu'à l'entrée en fonctions du « magistrat délégué » ; d'abroger les restrictions relatives aux travaux du tribunal mixte en matière foncière, qui avaient été imposées par une lettre conjointe des commissaires résidents en date du 2 décembre 1926 et de prendre certaines dispositions pour améliorer l'état sanitaire des îles.

3. L'Ambassade de Sa Majesté a l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté a donné son approbation à l'accord ci-dessus. Dès qu'il aura connaissance que le Gouvernement de la République a également donné son approbation à cet accord, et qu'il est disposé à donner, par télégramme, les instructions nécessaires aux autorités françaises locales des Nouvelles-Hébrides, il invitera par télégramme le commissaire britannique résidant aux Nouvelles-Hébrides à se concerter avec son collègue français en vue de l'application immédiate de l'accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. X, page 333, of this Series.

II.

FRENCH MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS TO BRITISH EMBASSY AT PARIS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 14 septembre 1927.

Par une note en date du 31 août, l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Paris a bien voulu faire savoir au Ministère des Affaires étrangères que le Gouvernement de Sa Majesté avait approuvé l'Arrangement conclu à Paris le 18 août 1927 par les représentants des Gouvernements britannique et français chargés d'examiner diverses questions concernant l'administration des Nouvelles-Hébrides.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de cette communication et de faire savoir à l'Ambassade de Sa Majesté britannique que le Gouvernement de la République a, de son côté, donné son approbation au nouvel accord. Suivant la procédure prévue lors des négociations et conformément au désir qu'a bien voulu exprimer l'Ambassade de Sa Majesté britannique, les autorités locales françaises seront incessamment invitées, par télégramme, à se concerter avec les autorités britanniques en vue de l'application immédiate des nouvelles dispositions arrêtées par les deux gouvernements.

III.

AGREEMENT

BETWEEN REPRESENTATIVES OF THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE NEW HEBRIDES. — PARIS, AUGUST 18, 1927.

Les soussignés, Norman E. ARCHER, assistant principal au Colonial Office de Sa Majesté britannique, et Frédérick Robert HOYER MILLAR, troisième secrétaire de l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Paris ; Maurice DE BEAUMARCHAIS, ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère des Affaires étrangères ; Joseph GINESTOU, chef de bureau au Ministère des Colonies, délégués respectivement par LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et par LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE pour examiner diverses questions concernant l'administration du Condominium des Nouvelles-Hébrides, se sont mis d'accord pour faire les recommandations suivantes, dont l'approbation par les Gouvernements britannique et français entraînera l'abrogation de toute disposition contraire contenue dans les accords antérieurs :

1. Les traitements du personnel du Tribunal mixte des Nouvelles-Hébrides seront fixés comme il suit, à dater du 1^{er} octobre 1927 :

Président du Tribunal	£
Juges, Procureur, Avocat des Indigènes	900
Greffier	700
	400

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE MINISTÈRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AMBASSADE BRITANNIQUE A PARIS.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *September 14, 1927.*

In a note dated the 31 August, His Britannic Majesty's Embassy at Paris were good enough to inform the Ministry for Foreign Affairs that His Majesty's Government had approved the agreement which was reached at Paris on the 18 August 1927, between representatives of the British and French Governments who had been instructed to examine various questions regarding the administration of the New Hebrides.

The Ministry for Foreign Affairs have the honour to acknowledge the receipt of this communication and to inform His Britannic Majesty's Embassy that the Government of the Republic have, for their part, given their approval to the new agreement. In accordance with the procedure foreshadowed at the time of the negotiations, and in order to comply with the desire which His Britannic Majesty's Embassy were good enough to express, the local French authorities will be invited forthwith by telegram to concert with the British authorities with a view to the immediate application of the new arrangements which have been made by the two Governments.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORD

ENTRE LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS
AU SUJET DE L'ADMINISTRATION DES NOUVELLES-HÉBRIDES. — PARIS, LE 18 AOUT 1927.

The undersigned, Norman E. ARCHER, Assistant Principal at the British Colonial Office, and Frederick Robert HOYER MILLAR, Third Secretary of His Majesty's Embassy at Paris; Maurice DE BEAUMARCHAIS, Minister Plenipotentiary, Director of Political and Commercial Affairs at the Ministry for Foreign Affairs; Joseph GINESTOU, Head of Department at the Ministry of the Colonies, appointed respectively by HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC to examine different questions concerning the administration of the Condominium of the New Hebrides, have agreed to make the following recommendations, the approval of which, by the British and French Governments, will involve the abrogation of any dispositions to the contrary contained in previous agreements:

1. The salaries of the personnel of the Joint Court in the New Hebrides will be fixed as follows, with effect from the 1 October 1927:

President of the Tribunal	£ 900
Judges, Public Prosecutor, Native Advocate	700
Registrar of Joint Court	400

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

2. In order to ensure the uninterrupted working of the Joint Court and in accordance with paragraph 4 of article 10 of the protocol of the 6 August 1914, a Legal Commissioner, appointed by the two Governments, will act temporarily in the absence of the President, Public Prosecutor or Native Advocate, who may absent themselves only in rotation.

On the same principle, the British and French Governments will have to ensure, as far as possible, the uninterrupted presence of the judges of their own nationality or the provision of substitutes for them.

The Legal Commissioner will receive a salary of £700. The two Governments will seek, preferably in Belgium and the Netherlands, candidates suitable for holding this appointment.

3. The salary of the Native Advocate having been raised to the same rate as that of the Public Prosecutor, M. Persyn will be asked to retain the post of Native Advocate, which requires a thorough knowledge of native questions. In the event of his refusal he could be appointed Public Prosecutor, but could not act for the President.

4. The scales of the fines provided for in the protocol of 1914 will be increased by 200 per cent. The Commissioners of the two Governments will, however, be invited to state which fines in their opinion it would not be desirable to modify.

5. The two Commissioners will be invited to ascertain if the present Registrar can continue to carry out the duties of Registrar of Land Titles. If he cannot do this, they will inform their Governments of their proposals for the choice of a new Registrar of Land Titles, of the date on which it would be convenient to appoint him and of the manner in which he shall be paid.

6. The arrangements which at present govern the working of the Joint Court will remain in force until the Court is completed by assumption of duty by the Legal Commissioner and the official mentioned above.

7. The joint letter of the 2 December 1926, is cancelled, with effect from the 1 September 1927; it will be the duty of the Joint Court to extend its work so far as it considers that the state of its constitution permits.

8. In view of the importance of improvement in the health of the natives, of extension of the medical aid at the disposal of the population and of the execution of sanitation works necessary for the health of Port Vila, it would be desirable to increase the provision made by the Condominium under the appropriate heads of future estimates.

Done at Paris, in duplicate, the 18 August, 1927.

Norman E. ARCHER.
F. R. HOYER MILLAR.
BEAUMARCHAIS.
GINESTOU.